

Suisse

L'UDC prépare le démantèlement de l'aide sociale

Par **Pascal Schmuck, Zurich**. Mis à jour le 16.09.2014 **43 Commentaires**

Un groupe de travail de l'UDC veut révolutionner l'aide sociale, qui sera laissée aux communes. Libres à elles de fixer les prestations. Quant au seuil minimum de 1000 francs par personne, il sera revu à 600 francs.



L'UDC veut retirer à la CSIAS la lutte contre la pauvreté en Suisse pour la mettre aux mains des communes.
Image: Keystone

Articles en relation

La pauvreté en Suisse touche plus de 7% de la population

Baisse de la solidarité en faveur des plus pauvres en Suisse

Vers une aide sociale à l'échelle nationale?

Le CSIAS

La Conférence suisse des institutions d'action sociale (CSIAS) est une institution privée fondée en 1905, qui combat depuis plus d'un siècle la pauvreté en Suisse. Elle a pris ce nom en 1996.

La CSIAS est chargée des lignes directrices et des recommandations des prestations d'aide sociale depuis 1963 et elle les met à jour tous les deux à trois ans.

Un groupe de travail de l'UDC veut démanteler l'aide sociale et la réorganiser au moyen de réorientations radicales, selon **un document qu'a pu se procurer le Tages-Anzeiger** dans son édition du 16 septembre 2014.

L'UDC exige que les communes soient à l'avenir libres de fixer les prestations sociales et ne soient plus soumises aux lignes directrices de la **Conférence suisse des institutions d'action sociale (CSIAS)**. Des prestations qui seraient désormais «concrètement individuelles» et qui pourraient varier entre les bénéficiaires suisses et étrangers.

Éviter le tourisme des prestations

En outre, l'UDC veut raboter le seuil minimum, actuellement fixé à 986 francs par mois et par personne par le CSIAS. Selon le parti, 600 francs sont suffisants pour assurer une aide d'urgence qui comprend la nourriture, les vêtements, un toit et les frais médicaux. Un montant qui reste supérieur au minimum absolu de subsistance de 12 francs par jour défini par les tribunaux, argumente le parti.

L'UDC s'attaque au CSIAS, une organisation privée qui n'a aucune légitimité démocratique. Car en Suisse, les prestations sociales ne sont pas régies par un cadre fédéral, qui est pourtant souhaité par de nombreux politiciens. A leurs yeux, il faut une loi pour éviter de trop grosses différences entre communes et cantons,

La dernière révision majeure remonte à 2005 et le catalogue des lignes directrices compte actuellement 177 pages.

Mots-clés

UDC (Union démocratique du centre)

Partager & Commenter

propices à un tourisme des prestations sociales.

Des réactions prudentes

Ulrich König, directeur de l'**Association des Communes Suisses (ACS)**, n'est de loin pas emballé par les projets de l'UDC, mais il attend de connaître dans le détail les propositions du parti avant de prendre position.

Dorothee Guggisberg, directrice de la CSIAS, rappelle que les considérations financières sont primordiales dans tous les cas et que les solutions professionnelles doivent s'orienter sur leur efficacité.

Et de rappeler qu'avant d'adapter les lignes directrices, la CSIAS essaie de connaître les tenants et les aboutissants. «La plupart des développements sont le résultat de nombreux facteurs», explique la directrice.

(Newsnet)

Créé: 16.09.2014, 11h31

[Voir tous les commentaires](#)